

## Ludovic LEGRAND

---

18, rue de la Glacière – 75013 Paris (France)

Tél. : +33(0)6.86.71.92.28. – Courriel : [Ludovic.legrandsibeoni@gmail.com](mailto:Ludovic.legrandsibeoni@gmail.com)

### FORMATION

#### Université Paris Nanterre (France)

##### Doctorat de droit public

Sujet de recherche : Limites au principe du consentement à la compétence de la Cour internationale de Justice

Directeur de recherche : Professeur Alain Pellet

#### Université Paris Nanterre (France)

Master 2 – Droit international et européen (2011)

#### Université Paris I Panthéon-Sorbonne (France)

Master 1 – Droit international (2010)

#### Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Licence – Droit et Sciences politiques et sociales (2009)

### EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

#### Ministère des affaires étrangères de la République française

2014-2019

Consultant juridique à la Direction des affaires juridiques – Sous-direction du droit international public

---

Domaine : Droit international général, en particulier droit du recours à la force, droit des traités, contentieux international, Organisation des Nations Unies, Commission du droit international, immunités

Membre de la délégation française à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies

Membre de la délégation française au Comité des conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI) du Conseil de l'Europe

Membre de la délégation française au Comité juridique (COJUR) du Conseil de l'Union européenne

- Cour internationale de Justice (CIJ)

Affaire des *Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France)* (pendante)

Conseil adjoint du Gouvernement français

Affaire des *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965*

Conseil du Gouvernement français

○ Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE)

Demande de décision préjudicielle présentée par le Conseil d'État (France) - *Association Organisation juive européenne et Vignoble Psagot v. Ministre de l'Economie et des Finances* (C-363/18) (pendante)

Agent du Gouvernement français

Affaire *Front Polisario/Conseil* (T-275/18)

Agent du Gouvernement français

Affaire *Front Polisario/Conseil* (T-376/18)

Agent du Gouvernement français

Demande de décision préjudicielle présentée par la High Court of Justice (England & Wales) – *Western Sahara Campaign UK* (C-266/16)

Agent du Gouvernement français

Affaire *Front Polisario/Conseil* (C-104/16 P)

Agent du Gouvernement français

○ Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)

Affaire *Al-Dulimi et Montana Management Inc. c. Suisse* (n° 5809/08)

Conseiller du Gouvernement français (intervenant en l'affaire)

**Assistant du Professeur Alain Pellet**

---

2012-2014

Professeur émérite à l'Université Paris Nanterre (France), ancien Membre et Président de la Commission du Droit International des Nations Unies, Président de la Société Française pour le Droit International

○ Cour internationale de Justice (CIJ)

Affaire relative à la *Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)*

Conseil adjoint du Royaume de Thaïlande

Affaire *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Niger)*

Conseiller du Burkina Faso

○ Cour permanente d'arbitrage (CPA)

Rapport d'expert du Professeur Alain Pellet dans l'affaire *Republic of Ecuador-United States of America Arbitration* (case n° 2012-5) concernant l'interprétation et l'application de l'article II(7) du Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et la République d'Equateur concernant l'encouragement et la protection réciproque des investissements en date du 27 août 1993 en vertu de l'article VII du TBI entre les Etats-Unis et l'Equateur

**Assistant du Professeur Mathias Forteau**

2013-2014

Université Paris Nanterre, ancien Membre de la Commission du droit international des Nations Unies

Cour internationale de Justice – Affaire relative à l’*Obligation de négocier un accès à l’océan Pacifique (Bolivie c. Chili)*

Conseiller de la République de Bolivie

**Cabinet SYGNA Partners**

2011-2013

Juriste (Recherches juridiques et conseils, rédaction de conclusions et actes de procédure)

*Droit des affaires, droit civil, droit européen de la concurrence*

**ACTIVITES ACADEMIQUES**

Membre de la *Société française pour le droit international*

Membre du *Centre de recherche en droit international de Nanterre* (Université Paris Nanterre)

« Les immunités diplomatiques et consulaires en matière pénale », in M. Forteau et P. Bodeau-Livinec (dir.), *Droit international des immunités* (à paraître en 2019)

« Les immunités des missions spéciales », in M. Forteau et P. Bodeau-Livinec (dir.), *Droit international des immunités* (à paraître en 2019)

« Les immunités dans les accords de défense et de coopération (SOFA) », in M. Forteau et P. Bodeau-Livinec (dir.), *Droit international des immunités* (à paraître en 2019)

« L’article 59 de la loi dite « Sapin II » relatif aux immunités des Etats étrangers et de leurs biens », écrit avec Julien Boissise, in *Annuaire français de droit international*, 2017, pp. 765-771

Commentaire de l’arrêt de la Cour de cassation du 2 avril 2008 relatif au statut de Hong Kong, in A. Pellet et A. Miron (dir.), *Les Grandes Décisions de la Jurisprudence Française de Droit International Public*, Dalloz (2014)

« Face aux impératifs de sécurité et de profit : reste-t-il des droits et libertés aux supporters ? », écrit avec A. Gelblat et M. Touzeil-Divina, in M. Touzeil-Divina et M. Maisonneuve (dir.), *Droit(s) du football*, Lextenso, 2014, pp. 73-94

« Contrôle non-juridictionnel - Les comités », in J.-M. Thouvenin and A. Trebilcock (dir.), *Droit international social*, Bruylant Bruxelles, 2013, pp. 689-700

« Le critère de contribution au développement économique de l’Etat d’accueil de l’investissement dans les décisions et sentences arbitrales du Centre International de Règlement des Différends relatif à l’Investissement (CIRDI) », Mémoire de recherche sous la direction du Professeur Alain Pellet

**LANGUES**

Français : langue maternelle

Anglais : courant